

Un Manifeste pour une

Le Forum civique européen, qui porte l'objectif d'une implication citoyenne active, et dans lequel la LDH est très investie, a publié son manifeste « Pour une Europe de l'égalité, de la solidarité et de la démocratie ». Soit autant d'analyses et de propositions pour un renouveau démocratique et social. Extraits.*

Avec l'approfondissement de la crise économique et sociale, la croyance des citoyens dans la capacité du projet européen à assurer un bien-être collectif a reculé. Particulièrement mais pas seulement dans les pays où les politiques d'austérité sont supervisées par les institutions européennes, l'UE est perçue comme responsable du recul des droits et de la démocratie. La critique de l'Europe s'étend même parmi ceux qui veulent encore et toujours construire un futur commun mais pensent que l'actuel projet européen n'assure pas démocratie, justice sociale et solidarité.

Cette croissante désaffection s'accompagne de grandes mobilisations mais aussi, malheureusement, d'affirmations d'opinions et de comportements xénophobes et racistes. Il faut que dorénavant les politiques européennes illustrent les valeurs énoncées dans la Charte européenne des droits fondamentaux et renversent, dans les champs sociaux et démocratiques, les effets dévastateurs des politiques qui ont été menées.

La légitimité des décisions de l'UE en question

Avec l'approfondissement de l'intégration européenne, le contrôle démocratique est mis au défi de l'opacité du système de gouvernance impliquant de multiples niveaux et institutions. Le fossé démocratique s'est creusé malgré les contre-pouvoirs introduits avec le traité de Lisbonne, comme le rôle accru des Parlements européens et nationaux ou la promesse de mise en place d'un dialogue civil comme principe de gouvernance.

[...] Pendant des décennies, les politiques européennes inscrites dans l'économie de marché ont considéré les citoyens comme étant surtout des individus-consommateurs, privilégiant cela sur les approches collectives. Dans la crise actuelle, les priorités des politiques publiques s'éloignent de l'accès universel effectif aux droits fondamentaux.

[...]

Malgré la croissance économique globale des dernières décennies, on constate en Europe l'accroissement des inégalités, tant sociales que territoriales, et une polarisation entre riches et pauvres comme résultat des politiques menées. L'intégration économique et financière a naturellement profité aux pays les mieux placés pour bénéficier du grand espace européen aux régulations unifiées, les richesses produites s'y concentrant. Les conséquences sociales résultant de la concentration territoriale des richesses restent de la responsabilité de chaque pays, sans que les plus faibles ne bénéficient d'une redistribution significative de la richesse produite. [...] Dans ce contexte, pour répondre aux déséquilibres, les politiques publiques reposent essentiellement sur le dumping fiscal et le dumping social.

[...] Alors que d'énormes moyens publics (en fait l'argent des contribuables) ont été consacrés à sauver le système financier, la poursuite des comportements qui ont été la cause première de la crise financière continuent à mettre en péril l'intérêt général. [...]

Avec le nombre croissant de citoyens dans l'exclusion sociale et de ceux qui craignent de décrocher, personne ne peut être surpris de la montée des réticences, dans les territoires riches, de par-

tager avec les territoires pauvres. Les anxiétés individuelles et collectives tendent à être exprimées par des propositions et des comportements xénophobes et racistes, traduits par la montée des populismes réactionnaires.

Construire une société véritablement solidaire

[...] Les politiques publiques européennes doivent permettre l'accès effectif aux droits fondamentaux pour tous les résidents, répondre efficacement à la distribution inégale des pouvoirs et des richesses dans l'UE, combattre la pauvreté, l'exclusion sociale et le chômage, qui sont les catalyseurs les plus puissants du populisme, des revendications et des actes xénophobes. L'Europe doit être cet espace où les valeurs de laïcité sont traduites dans le fonctionnement des sociétés pour que la diversité des identités, des croyances et convictions religieuses ou philosophiques soit pleinement reconnue et ne fasse l'objet d'aucune discrimination par les autorités publiques au niveau local, national et européen. [...] L'Union économique et monétaire (UEM) doit s'appuyer également sur des politiques redistributives européennes, incluant des moyens budgétaires accrus pour les politiques de cohésion. De telles redistributions pourraient par exemple s'appuyer sur un retour à des ressources européennes propres plus élevées, et un niveau adéquat de transferts financiers des pays/territoires riches vers les entités pauvres. L'objectif est de pouvoir renforcer l'accès universel à l'emploi, à un revenu décent, à la santé, à l'éducation, au logement, à l'environnement, aux sécurités sociales, à des politiques com-

* Pour lire ce texte en intégralité, voir www.civic-forum.eu.
Les intitulés sont de la rédaction.

Europe des citoyens



Dorénavant,
il faut
que les politiques
européennes
illustrent les
valeurs énoncées
dans la Charte
européenne
des droits
fondamentaux
et renversent,
dans les champs
sociaux et
démocratiques,
les effets
dévastateurs
des politiques qui
ont été menées.

La citoyenneté active est un préalable à la vitalité de la démocratie en Europe et au développement de sa légitimité.

munes pour faire face à la crise de l'endettement [...]. Répondre efficacement à l'euroscepticisme nécessite que soient correctement traitées deux questions :

- comment réconcilier les politiques européennes avec les grands principes, pour qu'elles répondent, en termes de justice sociale, de solidarité entre

générations et de solidarité entre Etats-membres, aux valeurs affirmées dans l'article 3 du traité de Lisbonne ?

- comment réengager un fonctionnement des institutions européennes qui reflète de façon visible le besoin de transparence et de responsabilité ?

Avec la mondialisation, les droits

des citoyens en Europe sont intimement liés et interdépendants avec l'effectivité des droits dans le reste du monde. Plus que jamais, l'Europe doit tenir son rôle en soutenant l'accès universel aux droits à la paix, à l'éducation, à la santé, à l'eau, à la nourriture, aux sécurités sociales, dans les pays émergents et en développement.

Rééquilibrer la finance et l'économie

L'Europe est confrontée à de tels déséquilibres économiques et sociaux que leur résolution implique réflexion et profonds changements pour clarifier et redéfinir la nature des politiques européennes qui sous-tendent le projet européen lui-même. [...] L'Europe doit passer d'un modèle de concurrence par le marché [...] à un modèle social capable de répondre aux aspirations citoyennes de solidarité, de respect mutuel et de justice sociale. Un tel modèle devrait adopter une définition du bien-être qui fasse sens, et repenser une économie qui, enfin, soit au service des personnes et de l'environnement, et pas l'inverse. Penser donc l'économie au-delà du PIB, et pour une distribution équitable et soutenable des richesses produites. A l'opposé de la recherche d'une croissance quantitative, c'est une économie permettant des conditions de vie décentes pour tous, l'accès à la santé, à l'éducation et au bien-être qu'il nous faut.

Les responsables européens devraient abandonner le mythe d'une opposition entre services d'intérêts généraux assurant l'accès universel aux biens publics (comme l'éducation, la santé, les sécurités...), et la viabilité des marchés. Parce qu'il s'agit bien de renforcer la cohésion sociale et de respecter la dignité humaine, les politiques européennes doivent garantir l'accès universel et égal aux biens publics fondamentaux, indépendamment des moyens financiers de chacun(e).

Ces défis sont tels qu'ils doivent être relevés de façon significative et efficace à tous les niveaux géographiques, local, national et européen, et ce ne sera possible que sur des bases démocratiques.

Égalité, solidarité et démocratie doivent prendre le pas sur les marchés

[...] L'Europe doit répondre [à la crise] en mettant les citoyens au centre de la construction européenne et en assurant, de toute urgence, qu'égalité, solidarité et démocratie prennent le pas sur les marchés.

Les politiques publiques européennes doivent répondre à la distribution inégale des pouvoirs et des richesses, combattre la pauvreté, l'exclusion sociale et le chômage, qui sont les catalyseurs les plus puissants du populisme, des revendications et des actes xénophobes.

Une société efficace et en bonne santé démocratique ne résultera que de l'inclusion de tous dans «*la vie de la cité*». [...] Solidarité et démocratie marchent main dans la main. Ils s'approfondissent ensemble, de même qu'ils régressent ensemble. Aujourd'hui, il s'agit qu'ils repartent de l'avant. Une attention particulière est nécessaire pour permettre, favoriser et sécuriser la participation et les intérêts des populations touchées par l'exclusion économique et sociale, et qui sont le plus en risque d'être laissées à la lisière des processus démocratiques. Par exemple, on voit le risque d'exclusion touchant les seniors, et les inégalités de genre restent une préoccupation majeure. Mais aussi, la baisse spectaculaire de l'engagement revendiqué par les jeunes vis-à-vis des processus démocratiques classiques impliquent de les associer au travers d'outils participatifs. [...]

Une société efficace, saine, à la démocratie solide, repose sur la reconnaissance d'une société civile. Des politiques répondant à l'aspiration à une meilleure vie soutiennent l'action de la société civile organisée pour rendre confiance dans les approches collectives, ce qui constitue un antidote décisif contre l'isolement des personnes et de leurs communautés. L'action des organisations de la société civile aident au renforcement de la démocratie dans nos sociétés en donnant force, comme le fait également l'action syndicale, au sentiment d'appartenance à une cause collective et à des préoccupations partagées. Une reconnaissance pleine et

entièrerie de leur rôle d'avocat et d'agent du changement, de leur capacité à construire des réponses collectives est essentiel alors que la santé de nos démocraties est en question, [et que] nous sommes en temps de crise.

Lier politiques de cohésion et citoyenneté active

[...] Le militantisme civique est une nécessité démocratique qui participe du contrôle efficace des institutions et qui veille à la bonne articulation des réponses économiques, sociales et démocratiques qu'elles apportent. [...] La citoyenneté active, reposant sur la participation d'individus dans la vie de leurs diverses communautés d'appartenance, et sur l'animation de débats publics, pour discuter des enjeux importants de façon informée, est un préalable à la vitalité de la démocratie en Europe et au développement de sa légitimité. Les termes de l'article 11 du traité de Lisbonne sont une expression du besoin, pour la construction européenne, de la participation de ses citoyens et des associations représentatives, cela alors même que la liberté d'association est incluse dans la Charte des droits fondamentaux.

[...] [D'où] nos revendications pour:

- un statut pour les associations européennes, qui soit la concrétisation d'une liberté essentielle au niveau européen;
- la mise en place d'outils institutionnels pour l'application [...] de l'article 11 du traité de Lisbonne, sur la démocratie participative et le dialogue civil.

Satisfaire ces revendications est essentiel si les responsables politiques et les institutions veulent promouvoir et assurer la participation de tous les citoyens. [...] Pour notre part, nous cherchons des partenaires pour aller dans cette direction. ●